

# L'agriculture burkinabè face à la crise de la Covid-19 : cas des régions du Yatenga et des Hauts-Bassins

Patrick Dugué<sup>1,2,\*</sup>, Edmond N. Kohio<sup>3</sup> et Justin Tiemtoré<sup>4</sup>

<sup>1</sup> CIRAD, UMR INNOVATION, F-34398 Montpellier, France

<sup>2</sup> Innovation, Univ Montpellier, Montpellier, France

<sup>3</sup> Agronome consultant, 01 BP 3175, Bobo-Dioulasso 01, Burkina Faso

<sup>4</sup> Association pour les Œuvres Sociales (APROS), 01 BP 170, Ouahigouya 01, Burkina Faso

**Résumé** – Au début de la crise sanitaire due à la Covid-19, certains observateurs ont alerté les décideurs d'une possible crise alimentaire dans les mois à venir en Afrique de l'Ouest. En vue d'alimenter ce débat, nous avons mené une étude en nous entretenant avec 75 acteurs du secteur agricole dans deux régions du Burkina Faso – le Yatenga et les Hauts-Bassins. Dans les deux situations, les agriculteurs et les éleveurs ont pu continuer leurs activités mais certains ont eu des difficultés de commercialisation. Les maraîchers et les arboriculteurs ont été les plus touchés par cette crise du fait des difficultés à écouler leurs produits périssables sur les marchés ouest-africains. Les éleveurs ont été moins concernés par la baisse des prix mais les commerçants de bétail sur pied ont aussi rencontré des difficultés à exporter vers les pays côtiers. Enfin, les sociétés cotonnières ont dû faire face à une baisse du prix international du coton-fibre et les producteurs de coton ont dû faire face à une baisse du prix d'achat du coton-graine à la fin de 2020. Malgré cette crise, l'agriculture burkinabè a continué à jouer pleinement son rôle nourricier grâce à la mobilisation des agriculteurs, des commerçants et des transporteurs, même si elle montre des fragilités dues à sa forte dépendance aux marchés extérieurs pour entre autres les légumes, le bétail, le coton, les mangues, l'anacarde et les intrants agricoles et d'élevage. Cette crise permet de réfléchir à des axes d'intervention afin de rendre l'agriculture burkinabè moins dépendante des marchés extérieurs et des facteurs de production importés. Cela implique la substitution des produits alimentaires importés par des produits locaux et une transition agroécologique permettant de réduire l'importation d'intrants de synthèse.

**Mots clés** : crise sanitaire / Covid-19 / agriculture familiale / commercialisation / Burkina Faso

**Abstract – Burkina Faso agriculture facing the COVID-19 crisis: the case of the Yatenga and Hauts-Bassins regions.** At the beginning of the health crisis due to COVID-19 some observers alerted the decision makers of a possible food crisis in the coming months in West Africa. In order to feed this debate, we conducted a study by interviewing 75 actors of the agricultural sector in two regions of Burkina Faso – the Yatenga and the High Basins. In both situations, farmers and pastoralists were able to continue their activities, but some experienced marketing difficulties. Market gardeners and tree growers have been the most affected by this crisis because of difficulties in selling their perishable products on West African markets. Livestock farmers were less affected by the drop in prices, but traders of live livestock also encountered difficulties exporting to coastal countries. Finally, cotton companies have had to face a drop in the international price of cotton fiber and cotton producers will have to face a drop in the purchase price of seed cotton at the end of 2020. Despite this crisis, Burkina Faso's agriculture has continued to fully play its nurturing role thanks to the mobilization of farmers, traders and transporters, even though it is showing weaknesses due to its heavy dependence on external markets for, among other things, vegetables, livestock, cotton, mangoes, cashew nuts and agricultural and livestock inputs. This crisis is an opportunity to consider areas for intervention to make Burkina Faso's agriculture less dependent on external markets and imported factors of production. This implies the substitution of imported food products by local products and an agro-ecological transition to reduce the importation of synthetic inputs.

**Keywords:** health crisis / COVID-19 / family farming / commercialization / Burkina Faso

\*Auteur de correspondance : [patrick.dugue@cirad.fr](mailto:patrick.dugue@cirad.fr)

## 1 Introduction

De nombreux experts et acteurs du secteur agricole ont dressé au courant du mois de juin 2020 des constats inquiétants sur la situation des exploitations familiales et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, suite à l'arrivée de la pandémie Covid-19 (Agrisud International, 2020; CILLS, 2020; IPES-FOOD, 2020; PAM, 2020). Ils décrivaient d'importantes perturbations dans la commercialisation des produits végétaux et d'élevage durant la période de confinement des populations et de fermeture des marchés vivriers et à bétail, en avril et mai 2020. Inversement, ces analyses montraient que les agriculteurs et les éleveurs avaient pu continuer à peu près normalement à produire. Ces constats rédigés « à chaud » sont basés sur les informations transmises par des leaders paysans, des techniciens des ONG (Organisations non gouvernementales), des OP (Organisations de producteurs) et des services publics qui vivent quotidiennement les difficultés des producteurs. Malgré cette proximité, ces constats peuvent manquer d'objectivité, faute de protocole d'enquête et de données statistiques actualisées. Cet article, bien que reposant sur un nombre limité d'entretiens avec des acteurs du secteur agricole et de relevés de prix, tente de fournir une analyse la plus objective possible des effets de la crise sanitaire sur l'agriculture de deux zones agricoles du Burkina Faso : le Yatenga et les Hauts-Bassins. Il propose (i) de décrire comment les producteurs ont passé la difficile période de mise en quarantaine des villes et de fermeture des frontières, (ii) de tirer quelques enseignements afin de contribuer à définir des stratégies futures d'adaptation de l'agriculture aux situations de crise.

## 2 Eléments de contexte et méthodologie de l'étude

Bien que le Burkina Faso connaisse depuis une décennie une croissance économique solide d'environ 5 % par an, 83 % de sa population continue de vivre en situation de pauvreté (Banque mondiale, 2020). Dans ce pays sahélien, les crises agricoles et alimentaires sont fréquentes lorsque les aléas pluviométriques viennent s'ajouter à la faible fertilité généralisée et ancienne des sols cultivés et des parcours, et au faible développement des surfaces irriguées. À ce constat ancien, s'ajoute la crise sécuritaire depuis quelques années, qui s'est accentuée depuis mi-2019 et qui est caractérisée par de vastes espaces contrôlés par les groupes terroristes au nord et à l'est du pays.

### 2.1 Une épidémie Covid-19 contrôlée par des mesures vigoureuses.

L'épidémie s'est développée rapidement en mars (premier cas de Covid-19 le 9 mars 2020, pic de 156 cas déclarés et 12 décès enregistrés durant la dernière semaine de mars) ce qui a amené le gouvernement à prendre des mesures fortes de restriction de la mobilité des citoyens dans les huit villes atteintes par le virus et entre les grands centres urbains (Tab. 1). Dans toutes les villes, la population a dû respecter un couvre-feu, mais ceci ne s'appliquait pas aux villages. Les

marchés ont été fermés à partir du 25 mars pour ne rouvrir que progressivement à compter du 20 avril, soit en moyenne 30 jours de fermeture. Les habitants des 8 villes touchées n'ont pas pu sortir de leur agglomération entre le 27 mars et le 4 mai, ce qui a entraîné un quasi arrêt du transport des passagers entre toutes les villes du fait de la fermeture des hubs routiers de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Les frontières terrestres, fermées le 22 mars, n'ont été ré-ouvertes progressivement que durant le mois d'août. Toutefois, le transport transfrontalier des produits indispensables au fonctionnement de la vie courante (carburant, vivres, médicaments...) n'a jamais été interrompu mais fortement réglementé. Grâce à ces mesures, la propagation du virus a été rapidement limitée et a surtout concerné les deux grandes villes du pays, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

Au 31 décembre 2020 la pandémie semble être toujours bien contrôlée au Burkina Faso avec au second semestre 36 décès enregistrés sur un total de 86 depuis début mars.

### 2.2 Les mesures de soutien aux consommateurs et aux entreprises

Dans ce contexte de crise sanitaire le gouvernement a pris des mesures pour la sauvegarde des entreprises du secteur formel par des reports ou diminutions de charges. Pour le secteur informel, il a été demandé aux autorités locales de faciliter le travail des commerçantes de détail de fruits et légumes hors des marchés en respectant les mesures de distanciation. Les populations pauvres, face à la baisse de leurs revenus (chômage, arrêt d'activités informelles) ont pu bénéficier, surtout en ville, de vente de céréales à des prix subventionnés par l'État. Le secteur agricole et les populations rurales ont bénéficié de moins de soutien du fait, peut-être, que les ménages agricoles arrivent globalement à se nourrir à partir de leurs productions. Néanmoins, le gouvernement prévoyait en mai un fonds de 30 milliards de FCFA (1 € = 656 FCFA) pour acheter des intrants agricoles et d'élevage pour soutenir la production.

### 2.3 Méthodologie

L'étude a été réalisée dans deux régions très différentes et pour lesquelles nous disposons d'une bonne base de connaissances : le Yatenga en zone semi-aride (la zone maraîchère de Ouahigouya et les communes périphériques) et les Hauts-Bassins en zone soudanienne (zones maraîchères à proximité de Bobo-Dioulasso et la grande zone cotonnière en périphérie) (Fig. 1). Trois types de filières ont été observés particulièrement : le maraîchage, les ruminants « viande » et les cultures pluviales (céréales et coton). Dans ces deux régions, des entretiens ont été réalisés entre mi-avril et début juin 2020, auprès de 50 personnes dans les Hauts-Bassins et 32 au Yatenga : des agents des services publics et de la société cotonnière (20), des leaders d'OP (10), des commerçants (18) et des producteurs (23). 90 % des interviewés sont des hommes, les 8 femmes rencontrées sont des commerçantes de détail (6) et des maraîchères (2). Ces entretiens ont été réalisés à leur domicile ou sur leur lieu de travail. Deux guides d'entretien avaient été élaborés au préalable, pour les producteurs d'une part et les acteurs des services agricoles et de la commercialisation d'autre part. Ces guides compor-

**Tableau 1.** Chronologie des 4 premiers mois de la crise due au covid-19 au Burkina Faso.

**Table 1.** Chronology of the first 4 months of the Covid-19 crisis in Burkina Faso.

1 <sup>er</sup> cas de covid-19 déclaré et confirmé	9 mars
Fermeture des écoles, lycées et universités	16 mars
1 <sup>er</sup> décès dû au covid-19	18 mars
Instauration d'un couvre-feu en ville	21 mars
Fermeture des frontières terrestres et aériennes	22 mars
Fermeture des marchés de Ouagadougou	25 mars
Mise en quarantaine des huit villes, arrêt des transports publics interurbains	27 mars
Fermeture des marchés de Bobo-Dioulasso	30 mars
Réouverture du grand marché de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	20 avril
Levée de la mise en quarantaine des huit villes et reprise des transports publics interurbains	4 mai
Ouverture des classes d'examens des écoles et lycées	2 juin
Levée du couvre-feu	3 juin



**Fig. 1.** Carte de situation du Yatenga et des Hauts-Bassins au Burkina Faso.

**Fig. 1.** Situation Map of the Yatenga and Hauts-Bassins in Burkina Faso.

taient 4 rubriques : les changements vécus dans les activités professionnelles depuis le début de la crise, les difficultés de mise en marché, les effets de la crise sur la vie quotidienne des familles des interviewés et, enfin, leurs perceptions du futur proche. Ces données primaires ont été recoupées avec les informations délivrées par les médias burkinabè et régionaux, et les bulletins d'information de structures publiques et professionnelles. Enfin, un relevé des prix de vente de produits agricoles et alimentaires a été réalisé auprès de producteurs et de commerçants à 3 périodes : avant la crise Covid-19, durant la mise en quarantaine des villes et après la réouverture des routes et des marchés. Le relevé des prix a été réalisé lors des entretiens avec les 75 personnes rencontrées.

### 3 Les effets de la crise sanitaire sur les exploitations agricoles

#### 3.1 Des maraîchers en difficulté pendant plusieurs mois

Le mois de mars constitue une période charnière entre le pic de production des légumes et le début d'un fort

ralentissement de leur production dès la fin de ce mois. Les maraîchers ont pu continuer à se rendre dans les sites de production souvent situés à proximité de leur domicile. Ainsi, ils ont procédé normalement aux récoltes mais ont rencontré de grosses difficultés pour vendre leurs produits aux commerçants qui se rendent généralement sur leurs parcelles. Du fait de la fermeture des marchés dans les villes et des frontières avec le Ghana et la Côte d'Ivoire, deux pays importateurs de légumes sahéliens, les intermédiaires et les commerçants de gros ont fortement réduit leur demande. De ce fait, les prix d'achat bord champ ont baissé fortement durant environ un mois jusqu'à la période de réouverture des marchés au Burkina Faso (Tab. 1). Ainsi, des légumes rapidement périssables, produits en grandes quantités en vue d'être exportés à Ouagadougou et surtout vers les pays côtiers comme la tomate, le chou, le poivron et le piment, ont vu leur prix chuter respectivement de 60 %, 70 %, 62 %, et 80 % par rapport aux moyennes de janvier – février (Tab. 2). Dans certains cas, le coût de la récolte, pour des producteurs faisant appel à de la main d'œuvre temporaire, était supérieur au produit brut espéré. Cela explique des abandons de parcelles pour la tomate, le poivron et le piment, qui sont d'abord destinés à l'exportation. Mais il est difficile de chiffrer les pertes pour ces cultures à production étalée, les quantités abandonnées au champ correspondant à la fin de la période de récolte. Les prix de l'oignon et de la pomme de terre, deux productions phares du Yatenga, ont relativement mieux résisté, avec des baisses respectives de 40 % et 33 % (Tab. 2). Cela peut s'expliquer par la possibilité de conserver ces produits dans de simples magasins pendant quelques semaines.

Avec la réouverture des marchés burkinabè et du transport public (beaucoup de cartons de légumes sont transportés dans les soutes des bus) et l'organisation du passage des frontières pour ces produits, la demande a progressivement augmenté. Mais pour le piment, l'oignon, la tomate, les prix d'achat en juin n'avaient pas retrouvé leur niveau élevé, habituel à cette période de l'année. Cela peut correspondre à une hausse limitée de la demande en Côte d'Ivoire et au Ghana du fait (i) du maintien des mesures de confinement au-delà de ce que le Burkina Faso a connu et (ii) de la réduction des achats de légumes suite à la baisse de revenu des populations les plus pauvres, leur priorité allant aux produits de première nécessité :

**Tableau 2.** Evolution des prix de vente des légumes bord champ, en FCFA (1 € = 656 FCFA).  
**Table 2.** Evolution of the selling prices of vegetables on the field, in FCFA.

Produits maraîchers	Unité	Haut-Bassins (Bobo-Dioulasso et Bama)			Yatenga (Ouahigouya, Thiou, Tougou,)		
		Avant Covid	Période de quarantaine	Après quarantaine	Avant Covid	Période de quarantaine	Après quarantaine
Tomate	Panier	Janv.-fév. 2020 17 500	Avril 2020 7 000	Début juin 2020* 12 500	Janv.-fév. 2020 -	Avril 2020 -	Début juin 2020* -
Pomme de terre	Carton	-	-	-	3 500	3 000	-
Oignon	Kg	-	-	-	250	150	600
Chou	Grand sac	-	-	-	22 500	15 000	17 500
	Bâchée	215 000	65 000	280 000	-	-	-
	Planche	-	-	-	-	-	-
Poivron	Grand sac	17 500	6 500	27 500	4 000	1 000	1 500
Piment	Grand sac	-	-	-	15 000	5 000	10 000
					15 000	3 000	5 000

\*Les légumes que l'on trouve très difficilement en mai et juin en période de fortes chaleurs (choux et poivron dans les Hauts-Bassins et pomme de terre au Yatenga) connaissent habituellement à cette période une augmentation de prix importante tant au niveau du producteur que du consommateur.

**Tableau 3.** Evolution des prix de vente des animaux d'élevage par les éleveurs du Yatenga et du prix d'achat du bétail par les bouchers de Bobo-Dioulasso, en FCFA (1 € = 656 FCFA).*Table . Trends in the sale prices of livestock by Yatenga herders and the purchase price of livestock by butchers in Bobo-Dioulasso, in FCFA.*

Type		Moyenne marchés à bétail Ouahigouya, Bidi, Youba (Yatenga)			Marché des bouchers de Bobo-Dioulasso (Hauts-Bassins)		
		Avant Covid Janv.-fév. 2020	Période de quarantaine Avril 2020	Après quarantaine Début juin 2020	Avant Covid Janv.-fév. 2020	Période de quarantaine Avril 2020	Après quarantaine Début juin 2020
Bovin	Adulte viande	230 000	190 000	240 000	250 000	340 000	275 000
Ovin	Adulte viande	53 000	44 000	59 000	70 000	80 000	70 000
Caprin	Adulte viande	26 000	21 000	30 000	15 000	30 000	20 000
Poulet/coq	Grand format	3 500	2 800	3 600	–	–	–

les céréales et autres amylacées, et l'huile. De mars à juin, les commerçants burkinabè considéraient qu'il était risqué d'exporter de grandes quantités de légumes vers ces pays, sans garantie d'en obtenir un prix de vente acceptable et du fait des contraintes de transport (pertes de temps à la frontière, interdiction de rouler la nuit – période pourtant la plus fraîche, prélèvements abusifs de la part des agents de contrôle ...) et des pertes de produits dans les camions dues à ces contraintes.

À noter que les producteurs et exportateurs de mangues burkinabè, dont le principal bassin de production se situe au sud de Bobo-Dioulasso, ont rencontré des problèmes similaires puisque le pic de production dans cette région se situe en avril et mai. Mais cette filière a pu bénéficier d'un appui de l'État qui a organisé la location d'avions de fret pour exporter une petite partie de la production vers l'Europe. Mais cela n'a concerné qu'une minorité de producteurs proches des exportateurs, vu la faible quantité de mangues habituellement exportée par avion.

### 3.2 Les acteurs de la filière « ruminants » confrontés aux dysfonctionnements des marchés

Les éleveurs ont pu entretenir à peu près normalement leurs bovins et petits ruminants de mars à juin, période marquée aussi par une faible offre fourragère habituelle en cette fin de saison sèche. De plus, ils ont généralement pu continuer à s'approvisionner en produits vétérinaires auprès de revendeurs ou de vétérinaires privés comme ils le font habituellement. Les éleveurs prévoyants avaient aussi procédé aux achats d'aliment du bétail avant la mi-mars et les commerçants avaient constitué d'importants stocks de cet intrant dans leurs magasins. La stabilité du prix du tourteau de coton (3 750 FCFA/sac) et de l'aliment du bétail burkinabè (6 500 FCFA/sac) et même de l'aliment SOGOBALO importé de Côte d'Ivoire (10 000 FCFA/sac) dans les marchés de Ouahigouya et de Thiou (Yatenga) aux trois périodes du suivi des prix, permet de confirmer les dires des éleveurs quant au bon accès à cet intrant.

Dès que les mesures de réduction des déplacements ont été prises, le gouvernement burkinabè et ceux des pays de la CEDEAO (Communauté économique des états de l'Afrique de

l'Ouest) ont accordé des autorisations de circulation pour les camions transportant les animaux vivants. Les pays côtiers (du Nigéria à la Côte d'Ivoire) sont très dépendants des éleveurs sahéliens pour leur approvisionnement en viande et en animaux vivants pour les fêtes religieuses et familiales. Malgré leur poids politique, les commerçants exportateurs de bétail ont connu beaucoup de retard dans ces transports du fait de nombreux contrôles et de la lenteur du passage des frontières (parfois plusieurs jours). Cela leur a occasionné des frais supplémentaires ainsi que des pertes d'animaux par manque de soins (eau, nourriture...) à une période où la température dans les camions est très élevée. Durant la période de quarantaine, comme pour les produits maraîchers, les commerçants de bétail burkinabè ont réduit leurs activités par crainte de pertes financières, et en conséquence une baisse passagère des prix de vente du bétail a été subie par les éleveurs.

Ainsi les éleveurs du Yatenga ont connu à partir du début de la quarantaine, une période de 4 à 6 semaines de baisse des prix des animaux sur pied, malgré le fait que les marchés ruraux à bétail n'aient quasiment jamais fermé. En moyenne dans cette région, le prix des bovins, ovins, caprins et poulets a baissé respectivement de 17 %, 21 %, 20 % et 20 % (Tab. 3). Cette baisse des prix correspond à une réduction de la demande par les commerçants dont l'activité était limitée par les contraintes précisées ci-dessus. À cela s'ajoute une baisse de la demande en viande du fait de la fermeture des restaurants en ville et de la baisse de la demande des consommateurs, par précaution ou à cause d'une baisse déjà effective de leurs revenus. Cette baisse très modérée des prix offerts aux éleveurs peut s'expliquer par leur capacité à ne pas vendre à vil prix dès lors que les conditions minimales d'élevage extensif perdurent (accès à l'eau et à un minimum de ressources alimentaires) et dans l'attente de meilleurs prix dans les marchés à bétail. Enfin, dès la fin mai, les prix des animaux dans les marchés à bétail du Yatenga remontaient au-delà de leur niveau de janvier-février, du fait de la redynamisation des marchés en perspective des fêtes musulmanes fin mai et fin juillet. Inversement, le prix des animaux dans le marché des bouchers de Bobo-Dioulasso a connu une hausse durant la quarantaine du fait d'une faible offre de la part des commerçants de bétail (Tab. 3).

**Tableau 4.** Evolution des prix des céréales et légumineuses locales et de quelques produits de première nécessité dans les marchés du Yatenga, en FCFA (1 = 656 FCFA).**Table 4.** Trends in the prices of local cereals and legumes and some basic necessities in the Yatenga markets, in FCFA.

	Unités	Moyenne des marchés de Ouahigouya, Ziga, Thiou		
		Avant Covid Janv.-février 2020	Période de quarantaine Avril 2020	Après quarantaine Début juin 2020
Sorgho blanc	Grand sac (environ 100 kg)	12 250	12 750	13 750
Petit mil		15 100	16 350	17 250
Niébé		23 300	24 800	27 750
Sésame		29 000	32 750	45 000
Maïs importé (Bobo-Dioulasso)		12 000	12 250	13 500
Riz importé (Asie)	Sac de 50 kg	18 250	18 300	18 550
Huile importé	Litre	800	835	875
Essence (pour motopompe)	Litre	710	660	630

### 3.3 Des producteurs et consommateurs de céréales peu touchés par la crise sanitaire

Le premier pic de la crise sanitaire est survenu en pleine saison sèche (mars et avril 2020), alors que les récoltes de céréales, de légumineuses et de sésame étaient terminées depuis 4 mois, ainsi que leur acheminement dans les magasins de stockage. La campagne agricole suivante – 2020/21 – était en préparation avec les travaux de nettoyage des champs et de transport de la fumure organique ainsi que les premiers labours et semis dans les Hauts-Bassins avec les premières pluies en mai. Ils ont pu être réalisés normalement car ils dépendent en grande partie de la main-d'œuvre familiale et de peu d'ouvriers temporaires locaux. Tous ces actifs n'ont jamais été empêchés de se rendre au champs, couvre-feu et quarantaine ne s'appliquant pas aux villageois.

Mais au Yatenga, une zone semi-aride fortement peuplée, une partie des ménages agricoles ne produit pas assez de céréales pour assurer son alimentation toute l'année. Ils doivent en acheter localement durant la période de soudure, souvent entre avril et mi-août. Le suivi des prix indique qu'il n'y a jamais eu de tension pour leur approvisionnement (Tab. 4). La même situation a été observée pour les habitants de la ville de Ouahigouya où le prix du riz importé a été très stable de janvier à juin 2020, preuve que le système d'approvisionnement local a bien fonctionné malgré les contraintes de transport déjà évoquées et un début de tension sur le marché international du riz (Arouna *et al.*, 2020).

Les relevés réalisés dans le marché vivrier de détail de Niéneta à Bobo-Dioulasso (Hauts-Bassins) montrent une quasi stabilité des prix des céréales locales (maïs et sorgho blanc) depuis le début de la crise sanitaire, et même depuis les récoltes fin 2019 (Fig. 2), le prix du riz importé étant stable à 40 000 FCFA les 100 kg durant les deux années observées. Ceci correspond à un bon fonctionnement du système d'approvisionnement et à une offre conséquente dans la région des Hauts-Bassins. Les prix modérés des céréales locales, l'aliment des catégories de population les plus pauvres, ont facilité ces achats vivriers, mais sans toutefois garantir que toute la population des deux régions se soit

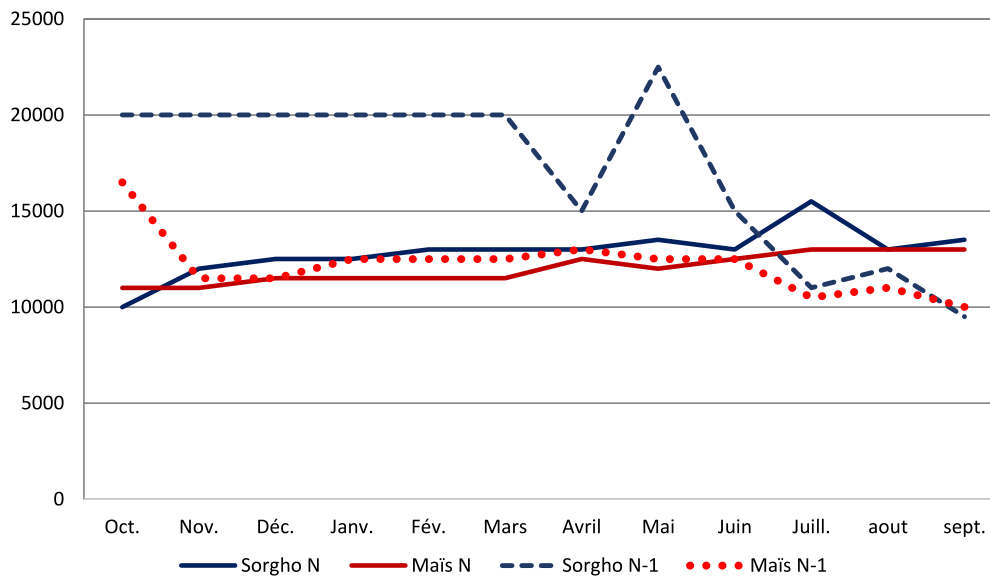
trouvée en sécurité alimentaire (Dury *et al.*, 2017), c'est-à-dire consommant des céréales aux 3 repas journaliers. Il se peut que certains ménages pauvres des villes ayant vu leur revenu chuter subitement, n'aient pas été en mesure d'acquiescer la quantité de céréales habituelle, ils ont dû alors réduire les quantités consommées et/ou faire appel aux dons de proches ou au programme d'aide d'urgence.

Inversement, les agriculteurs qui avaient misé en 2019 sur la culture du maïs pour la vente (par exemple, à la place du coton), n'ont pas bénéficié d'une hausse du prix observée habituellement entre avril et juin quand la période de soudure commence. Cette hausse de prix n'avait pas eu lieu non plus l'année précédente (+10% seulement en 2019), ce qui correspond à une offre très importante de maïs liée en partie au déclin de la production cotonnière. De plus, le prix du riz importé est resté très stable depuis octobre 2018 dans ce marché alors que son augmentation, prévisible du fait de cette crise Covid-19 mondiale, aurait pu tirer les prix de toutes les céréales à la hausse, favorisant les céréaliers burkinabè. Seuls les grands producteurs ou les OP ayant passé des marchés avec des programmes d'urgence (Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire, Programme alimentaire mondial, ONG humanitaires...) en avril et mai 2020 ont pu bénéficier de prix supérieurs à ceux du marché. À noter que ces achats d'urgence ont été réalisés pour venir en aide aux populations particulièrement affectées par la cessation d'activité en ville et surtout à celles durement touchées par les attaques de djihadistes et la sécheresse de 2019 dans le nord et l'est du pays.

### 3.4 Les acteurs de la filière coton inquiets pour le futur

Au début de la crise sanitaire, comme pour les autres cultures pluviales, les agriculteurs avaient terminé la récolte du coton-graine 2019/20 et la majeure partie de la production avait été collectée par les sociétés cotonnières. De même, la préparation de la campagne cotonnière 2020/21 a pu se dérouler normalement, sauf la mise en place des intrants

Prix du sac de 100 kg



**Fig. 2.** Evolution des prix des céréales locales sur le marché Niénata de Bobo-Dioulasso (source : Afrique verte APROSSA <http://www.afriqueverte.org/index.cfm?srub=59>). N : octobre 2019 à septembre 2020, N-1 : octobre 2018 à septembre 2019

**Fig. 2.** Evolution of local cereal prices on the Niénata market in Bobo-Dioulasso (Source: Afrique verte APROSSA <http://www.afriqueverte.org/index.cfm?srub=59>).

(engrais et pesticides) qui a pris du retard du fait du couvre-feu et de la mise en quarantaine de certaines villes où résidaient des agents en charge de leur distribution. Ce retard n'était toutefois pas dramatique car 50 à 60 % des intrants commandés par les producteurs étaient livrés par la Sofitex – Société burkinabè des fibres textiles – (entre 75 et 80 % de la production nationale) au 4 juin 2020, contre 80 à 90 % l'année précédente. Ce retard a pu être comblé en juin et, durant ce mois, les producteurs étaient beaucoup plus inquiets par l'arrivée tardive et erratique des pluies sur tout le bassin de production.

La crise de la Covid-19 et les effets qui en découlaient, ont surtout affecté les performances économiques des sociétés cotonnières. Selon les médias burkinabè, la Sofitex avait dû différer la livraison du coton-fibre vers le port d'Abidjan du fait du ralentissement du transport terrestre et maritime. Il lui en restait 27 000 t en stock à la fin du mois de mai 2020. Cela est bien supérieur au reliquat observé en année normale, et a occasionné des frais de stockage supplémentaires. Mais cette société cotonnière et toutes celles opérant en Afrique de l'Ouest ont surtout dû faire face à une forte baisse du prix du coton sur le marché international, passé de 60-72 cts/lb (cents par livre) entre octobre 2019 et mars 2020 à 48-54 ct/lb en avril (- 23 %) puis 54-58 cts/lb en mai et juin. Depuis lors le prix du coton varie entre 58 et 64 cts/lb (source : <https://investir.lesechos.fr/marches/matieres-premieres/produits-agricoles.html>). Cette baisse de prix s'explique par le quasi-arrêt des usines textiles en Asie à partir de janvier et jusqu'en mai. Cet arrêt a entraîné de la part des importateurs de coton-fibre une réduction des commandes et parfois la renégociation du prix d'achat. Toujours selon les médias burkinabè, le manque à gagner pour la Sofitex était estimé à 7 milliards de FCFA pour la période considérée. Les agriculteurs sont aussi touchés par cette baisse des cours, car l'interprofession burkinabè a décidé

de diminuer le prix d'achat du coton-graine de 25 FCFA, passant de 265 FCFA/kg pour la récolte passée à 240 FCFA/kg pour le 1<sup>er</sup> choix à venir fin 2020. Cette baisse a été réduite de 10 FCFA par kg par l'octroi d'une subvention de l'État qui maintient aussi sa subvention de 15,4 milliards de FCFA pour l'importation des intrants indispensables à cette culture. Sans beaucoup d'alternatives en termes de choix de cultures facilement exportables et sans accroissement envisagé de la demande en céréales et légumineuses locales, les producteurs des Hauts-Bassins sont restés « fidèles » au coton en 2020, même si la demande internationale reste toujours faible. Les usines textiles asiatiques ont bien repris leur production mais la baisse actuelle des revenus de centaines de millions de personnes sur la planète va fortement réduire les achats de vêtements, moins indispensables aux ménages que les produits alimentaires, le logement et le transport.

## 4 Discussion

Alors que beaucoup d'experts s'inquiétaient durant le 2<sup>e</sup> trimestre 2020 de l'éminence d'une grave crise alimentaire en Afrique de l'Ouest du fait de la crise économique liée à la pandémie, il s'avère que le Burkina Faso a continué à faire fonctionner à peu près normalement son système d'approvisionnement alimentaire. Néanmoins, il ne faut pas oublier les pertes financières conséquentes pour certaines catégories de producteurs comme les maraîchers et les arboriculteurs, qui n'ont pas pu vendre toutes leurs productions (tomate, poivron, banane, mangue) faute d'un marché local et national suffisant, d'alternatives de conservation ou de transformation et aussi du fait d'une demande extérieure réduite. Certains commerçants exportateurs de bétail et de légumes ont aussi connu des pertes et plus généralement une hausse des frais de transport

(allongement de la durée des voyages, prélèvements indus lors des contrôles). Mais cette étude est très partielle, car elle ne concerne que deux situations agricoles, quelques filières et un nombre réduit de personnes interrogées. Par exemple, la crise économique actuelle pourrait toucher plus durement les populations pauvres des villes du fait de la perte de leur emploi ou de leur revenu et porter atteinte à leur sécurité alimentaire. En effet, 83 % des emplois urbains relèvent du secteur informel, sans protection sociale ni revenu régulier (Kobiane *et al.*, 2020). Cette situation entraînera probablement une réduction de la demande et de la consommation en fruits, légumes, viandes (et peut être céréales) ce qui aura des conséquences pour les producteurs, et surtout sur l'état nutritionnel et la santé des populations précaires, ces aliments étant déjà consommés en trop faible quantité en période normale (Global Nutrition Report, 2020 ; Zidouemba *et al.*, 2020). Malgré les limites de cette étude, il est possible d'en tirer quelques enseignements.

## 5 Robustesse de l'agriculture familiale et du secteur informel

Face à la crise actuelle, l'agriculture burkinabè montre des fragilités mais continue de jouer pleinement son rôle nourricier grâce à la mobilisation des agriculteurs, des commerçants et des transporteurs. Cet acquis est dû en grande partie au modèle familial de cette agriculture et à l'importance du secteur informel pour la vente de détail des produits alimentaires. Ce modèle repose sur la main-d'œuvre locale, surtout familiale, sans qu'il y ait besoin de déplacer des ouvriers depuis les villes ou d'autres régions et sur de longues distances. De plus, une partie de la production vivrière — le sorgho, le mil, le sésame, les légumineuses à graines et le maïs des champs de case — est assurée sans utilisation d'intrants importés. Elle n'est donc pas dépendante des conditions du transport international et d'une hausse de prix de ces intrants. En bout de filières vivrières, les commerçantes de détail ont montré leur capacité à s'adapter à la fermeture des marchés urbains en s'installant de façon distancée au bord des rues pour vendre fruits, légumes et graines de céréales et de légumineuses. La capacité des acteurs burkinabè à s'adapter aux crises, à trouver des arrangements entre eux et aussi avec les autorités publiques, a certainement permis aux filières vivrières locales de bien résister à cette crise.

Concernant les exploitations agricoles familiales, cette étude montre leurs capacités d'adaptation et leur résilience, déjà observées en temps ordinaire (Dugué *et al.*, 1993 ; Howorth *et al.*, 1999), mais aussi leur faible autonomie dès lors qu'elles se positionnent sur des productions nécessitant des intrants importés (maraîchage, maïs, coton, élevage semi-intensifié) et des marchés extérieurs. Il est bien sûr souhaitable de renforcer cette résilience, de préserver cette capacité d'adaptation, mais il convient d'aller au-delà afin de réduire le taux de pauvreté élevé en milieu rural en les aidant à améliorer leurs résultats technico-économiques.

## 6 Dépendance de l'agriculture burkinabè aux marchés et à l'aide extérieurs

Les producteurs les plus spécialisés sont très dépendants des marchés extérieurs de la sous-région (légumes, fruits,

niébé, bétail sur pied) et internationaux (coton, mangue, sésame, anacarde). Les difficultés de transport et la réduction de la demande de ces marchés spécifiques ont entraîné des pertes de revenu pour l'ensemble des acteurs de ces filières. Ces filières sont aussi dépendantes de l'accès aux intrants importés de pays situés hors de l'espace ouest-africain : engrais d'Inde ou du Maroc, pesticides d'Europe, soja du Brésil pour l'élevage... Des dysfonctionnements d'approvisionnement de ces intrants pourraient, s'ils survenaient, fragiliser ces filières agricoles. La crise actuelle n'a pas engendré ce type de contraintes car le pays avait des stocks d'intrants suffisants pour la campagne agricole 2020/21. De plus, ces filières mobilisent beaucoup de services (conseil, santé vétérinaire, approvisionnement en intrants et matériels, banque, transport, assurance...) qui, par leur dynamisme, génèrent des emplois surtout en ville. La réduction de la demande des marchés extérieurs (actuellement, surtout le coton) aurait alors des impacts importants sur beaucoup de secteurs de l'économie burkinabè et accentuerait le sous-emploi.

Si la crise perdure, le montant de l'aide publique au développement pourrait être revu à la baisse. Cette aide bénéficie à beaucoup de secteurs économiques et sociaux du Burkina Faso (santé, infrastructures, agriculture, eau potable...) qui rencontreraient alors encore plus de difficultés de fonctionnement. Par exemple, pour le secteur agricole, les programmes d'aménagement des terres irrigables ou de construction de pistes rurales seraient revus à la baisse, avec un impact négatif sur certaines filières comme la riziculture, le maraîchage et le coton.

## 7 Produire et consommer burkinabè, une évolution à construire dans la durée

Après plusieurs mois de crise sanitaire, plusieurs experts recommandent pour l'Afrique de l'Ouest une relocalisation de la production (Kobiane *et al.*, 2020 ; Agrisud International, 2020) et par conséquent une réduction des importations, en particulier des produits alimentaires afin d'en sécuriser l'approvisionnement en le rendant moins dépendant de facteurs extérieurs. Cette relocalisation a en théorie plusieurs avantages : réduction des distances donc baisse du coût du transport et des émissions de gaz à effet de serre, création d'emplois locaux. Mais sa mise en pratique nécessite des appuis techniques et financiers conséquents, des ressources en terre et en eau et des mesures de protection douanière (en contradiction avec les engagements pris avec l'Union européenne, la CEDEAO et l'Organisation mondiale du commerce) toutes choses qu'un pays pauvre comme le Burkina Faso ne peut pas toujours mobiliser facilement ou rapidement. Cette théorie de la relocalisation ou du « produire pour consommer local » fait fi des avantages comparatifs de chaque pays ou région, base du développement économique pour certains (Krugman *et al.*, 2018). De plus, tout pays doit exporter un minimum de produits afin d'en importer d'autres non disponibles sur place (carburant, médicaments, équipements de santé et d'éducation, matériels roulants...) avec les devises ainsi acquises. De ce fait, il paraît difficile d'exclure les produits agricoles d'exportation comme le coton, la mangue, le bétail et les légumes, du futur modèle de développement agricole du Burkina Faso. Par contre, un meilleur équilibre



entre productions d'exportation et productions pour le marché national est certainement à étudier. Selon le ministère du Commerce du Burkina Faso, le pays importait en 2017 pour 235 milliards de FCFA de produits alimentaires (par ordre décroissant : riz, blé et farine, sucre, huile...) (+ 9 % par rapport à 2013) et en exportait 215 milliards de FCFA (+ 44 % depuis 2013, du fait de la forte progression des exportations de sésame, noix de cajou, mangue). Comparativement, la valeur des exportations de coton s'élevait respectivement à 233 et 202 milliards de FCFA.

Des experts recommandent aussi de favoriser la substitution des importations alimentaires par des produits locaux de base ou transformés (Kobiane *et al.*, 2020 ; Zidouemba *et al.*, 2020). L'État et d'autres acteurs ont déjà essayé de développer cette stratégie pour au moins 3 filières sensibles car touchant l'alimentation de tous les jours : le riz, le lait et l'huile. Mais les quantités importées demeurent élevées : environ 300 000 t de riz, soit les 2/3 de la consommation nationale, 10 000 t de lait en poudre et près de 8 000 t de lait concentré sucré, 60 à 90 000 t d'huile végétale selon les années, alors que la production d'huile burkinabè varie entre 50 000 à 80 000 t dont 90 % à partir des graines de coton (huile de karité non prise en compte) (FAOSTAT, 2020). Mais pour développer durablement la production nationale dans ces secteurs sensibles de l'alimentation, les acteurs, et en particulier les agriculteurs et les éleveurs, doivent être en mesure de concurrencer les produits importés en termes de prix au consommateur. La question du prix de ces produits est centrale pour des consommateurs pauvres. Si la relocalisation de certaines productions vivrières semble être un choix judicieux en termes d'amélioration de la souveraineté et de la sécurité alimentaires du pays, surtout en perspective de nouvelles crises mondiales ou touchant les grands pays exportateurs, ces choix auront à court terme des répercussions sur les finances du pays (subventions, mesures d'accompagnement) et des consommateurs (accroissement des prix).

## 8 Une crise Covid-19 s'ajoutant à d'autres crises bien plus redoutables

Depuis 2016, le Burkina Faso fait face à nombreuses attaques terroristes. Selon le dernier rapport du Conseil national de secours d'urgence, cette situation a causé le déplacement de plus d'un million de personnes dans ce pays, dont 453 000 depuis le début de l'année 2020. Des zones rurales entières dans le nord et l'est du pays, sont concernées par cet exode rural mais aussi par le retrait des services agricole et vétérinaire, des programmes et projets de développement et aussi la fermeture des écoles et des marchés. Dans ces situations les agriculteurs et les éleveurs produisent pour la consommation familiale, car ils rencontrent beaucoup de difficultés à faire sortir leurs produits (bétail sur pied, un peu de maraîchage) de ces régions non contrôlées par l'État. L'élevage a été le secteur le plus touché par cette insécurité grandissante, car au-delà des dysfonctionnements de la filière en termes de mise en marché et d'accès aux services, les terroristes ont volé ou acheté à très bas prix les animaux pour leur consommation et leurs besoins financiers. Dans la région Est, la production cotonnière a été fortement perturbée depuis deux années par cette insécurité croissante. Avec une part de

plus en plus élevée du budget national consacrée à la lutte contre le terrorisme, 5 % de la population du pays déplacés et des centaines de milliers de ruraux restés dans leur village mais fortement contraints dans leurs activités, la crise Covid-19 apparaît pour le moment presque anecdotique. Mais cette crise sanitaire s'ajoute à un ensemble de dysfonctionnements des écosystèmes (changement climatique, baisse continue de la fertilité du sol...) et à la grave crise sécuritaire, ne faisant qu'empirer les choses.

## 9 Conclusion

Cette étude, bien que très partielle, montre les capacités d'adaptation des acteurs du secteur agricole et la résilience de l'agriculture familiale du Burkina Faso. Elle met aussi en évidence des fragilités liées aux besoins d'importation des intrants et d'exportation de produits agricoles non transformés, donc pondéreux et à faible plus-value. Les adaptations observées durant cette crise Covid-19 correspondent surtout aux arrangements entre les catégories d'acteurs, et aussi avec les autorités locales, pour faciliter la production et la mise en marché dès lors que la sécurité des biens et des personnes est assurée. Toutefois, cette crise montre le besoin d'ajuster le modèle d'agriculture familiale burkinabè pour le rendre plus autonome (par exemple, valoriser les ressources locales de fertilisants et de bio-contrôle selon les principes de l'agroécologie) et plus tourné vers le marché national. À ce stade, il est impossible d'exclure de ce modèle les cultures d'exportation, car elles sont indispensables au fonctionnement de l'économie nationale et des ménages agricoles. Cette étude ne fournit qu'une image de l'agriculture burkinabè quelques mois après le début de la crise sanitaire. Si celle-ci perdurait, elle pourrait avoir des impacts importants, plutôt sur l'état de santé des populations rurales que directement sur la production agricole. La fermeture des écoles, la suspension des programmes de protection maternelle et infantile et des campagnes de vaccination, et la fermeture des cantines scolaires (très importantes pour l'alimentation des populations vulnérables), pourraient toucher un grand nombre d'enfants en milieu rural et affecter leur développement physique et intellectuel, alors que l'agriculture burkinabè aura besoin d'eux pour son essor à l'avenir. Une évaluation complète des impacts de la crise sanitaire sur le secteur agricole devrait donc prendre en compte ces dimensions.

## Références

- Agrisud International. 2020. L'agriculture familiale agro-écologique pour des systèmes alimentaires durables. Consulté le 15-07-2020. <http://www.agrisud.org/fr/analyse-covid-19-agriculture-familiale-agroecologique-pour-des-systemes-alimentaires-durables-agrisud-temoigne/>.
- Arouna A, Soullier G, Mendez Del Villar P, Demont M. 2020. Policy options for mitigating impacts of COVID-19 on domestic rice value chains and food security in West Africa. *Global Food Security* 26: 100405. DOI: [10.1016/j.gfs.2020.100405](https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100405).
- Banque mondiale. 2020. Burkina Faso, vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview>.
- CILLS. 2020. Impact de la crise du covid-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'ouest, 3.

- [06/20]. <https://www.cilss.int/index.php/2020/07/15/note-dinformation-et-de-veille/>.
- Dugué P, Roose E, Rodriguez L. 1993. L'aménagement de terroirs villageois et l'amélioration de la production agricole au Yatenga (Burkina Faso). *Cahiers Orstom série Pédologie* 385–402.
- Dury S, Vall E, Imbernon J. 2017. Production agricole et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. *Cahiers Agricultures* 26(6): 4. DOI: [10.1051/cagri/2017047](https://doi.org/10.1051/cagri/2017047).
- Global Nutrition Report. 2020. Burkina Faso nutrition profile. 14 p. Consulté le 17–11–2020. <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/western-africa/burkina-faso/#profile>.
- Howorth C, O'Keefe P. 1999. Farmers do it better: local management of change in southern Burkina Faso. *Land Degradation & Development* 10(2): 93–109. DOI: [10.1002/\(SICI\)1099-145X\(199903/04\)10:2%3C93::AID-LDR307%3E3.0.CO;2-4](https://doi.org/10.1002/(SICI)1099-145X(199903/04)10:2%3C93::AID-LDR307%3E3.0.CO;2-4).
- IPES-FOOD. 2020. Le covid-19 et la crise dans les systèmes alimentaires: symptômes, causes et solutions potentielles. Consulté le 26-08-2020. [http://www.ipes-food.org/\\_img/upload/files/COVID19%20COMMUNICATION\\_FR.pdf](http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/COVID19%20COMMUNICATION_FR.pdf).
- Kobiane JF, Soura BA, Ouili I, Kaboré I, Guissou L. 2020. Les inégalités au Burkina Faso à l'aune de la pandémie de la Covid-19: quelques réflexions prospectives. Paris: AFD Editions, Coll. «Papiers de recherche», 72 p. <https://www.afd.fr/fr/ressources/les-inegalites-au-burkina-faso-laune-de-la-pandemie-de-la-covid-19-quelques-reflexions-prospectives?origin=/fr/ressources-accueil>.
- Krugman PR, Obstfeld M, Melitz M, 2018. International economics: theory and policy, 11th ed. London: Pearson. DOI: [10.1057/978-1-349-95189-5\\_730](https://doi.org/10.1057/978-1-349-95189-5_730).
- PAM. 2020. Afrique de l'ouest et du centre. Situation des marchés face au covid-19. *Bulletin régional du PAM, Dakar*. [04/20]. [http://www.food-security.net/wp-content/uploads/2020/05/WFP\\_RBD-Impact-des-mesures-conte-le-COVID-19-sur-la-situation-des-march%C3%A9s\\_Avril2020-003.pdf](http://www.food-security.net/wp-content/uploads/2020/05/WFP_RBD-Impact-des-mesures-conte-le-COVID-19-sur-la-situation-des-march%C3%A9s_Avril2020-003.pdf).
- Zidouemba PR, Kinda SR, Ouedraogo IM. 2020. Could COVID-19 worsen food insecurity in Burkina Faso? *The European Journal of Development Research* 32(5): 1379–1401. <https://doi.org/10.1057/s41287-020-00324-6>.

**Citation de l'article** : Dugué P, Kohio EN, Tiemtoré J. 2021. L'agriculture burkinabè face à la crise de la Covid-19: cas des régions du Yatenga et des Hauts-Bassins. *Cah. Agric.* 30: 16.